



ASSEMBLEA DI CORSICA



Cartula

Impiegu lucale

Charte pour l'emploi local en Corse in Corsica



Les signataires, soussignés, s'engagent pour leur adhésion à la charte en faveur de l'emploi local en Corse.

PRÉAMBULE

La situation du chômage et de l'emploi est une des principales préoccupations des Corses et une priorité majeure des institutions de la Corse, dans un marché de l'emploi marqué par un certain nombre de caractéristiques propres.

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI EN CORSE

Tout d'abord, le poids de l'emploi public est prédominant. Fin 2012, les trois Fonctions publiques, d'Etat, hospitalière et territoriale, comptaient 29 910 agents en Corse, soit 28% de l'emploi salarié, 7 points de plus que le taux national¹. Ce poids a marqué les esprits et les mentalités. Par le passé, il a pu représenter une possibilité de débouché professionnel pour plusieurs générations de Corses, préférant l'emploi public mieux sécurisé et protégé, à l'emploi privé ou à l'entreprise. Or cette source d'emploi est en voie de raréfaction du fait de la pression qui pèse sur les finances publiques. Outre la dématérialisation des actes administratifs qui bouleversera l'accès aux services publics, les trois fonctions publiques seront appelées à évoluer dans les toutes prochaines années. De nombreux départs à la retraite sont à prévoir. En effet, la fonction publique dans sa totalité compte 16,3% de séniors (plus de 55 ans): un salarié sur cinq dans la fonction publique territoriale, 16,4% dans la fonction publique hospitalière et 14,6% dans la fonction publique d'Etat². Cela ne sera pas sans conséquences

sur l'évolution des métiers et des compétences.

Par ailleurs, le modèle économique est fortement dépendant de la saisonnalité, en raison de l'importance du tourisme dans l'économie corse. Avec des dépenses avoisinant les 2,5 milliards d'euros en 2011³ le tourisme pèse près d'un tiers du PIB corse. La fréquentation touristique et les dépenses qui y sont associées, génèrent indéniablement un surplus d'emplois, en moyenne annuelle 11 500 emplois salariés et non-salariés, mais avec une très forte variation. Le volume de l'emploi touristique est multiplié par 3,6 entre le mois de janvier et le mois d'août⁴. Ces métiers et ces carrières, attirent peu les jeunes. Les emplois « saisonniers » se caractérisent à la fois par la non-permanence (durée limitée) et par la récurrence : l'activité à laquelle ils correspondent existe uniquement pendant une période de l'année et se répète chaque année à la même période. Les salariés qui occupent ces emplois font ainsi face à la discontinuité de leur activité et de leurs revenus, voire de leur couverture sociale. Pourtant les emplois de serveur, cuisinier ou aide cuisinier et employé de l'hôtellerie, sont les plus fréquemment recherchés par les employeurs : une offre d'emploi sur quatre déposée à Pôle emploi concerne l'un de ces quatre métiers⁵. Pour les emplois marqués par la saisonnalité, il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif de sécurisation du parcours individuel.

¹ Insee Analyses n°3 paru le 17 décembre 2014.

² Insee Analyses n°3 paru le 17 décembre 2014.

³ Insee Dossier Corse, Le poids du tourisme dans l'économie corse, n°2 Octobre 2015.

⁴ Insee Dossier Corse, Le poids du tourisme dans l'économie corse, n°2 Octobre 2015.

⁵ <http://www.corse-competences.fr/docs/OREFETUDESECTORIELLES/Region%20Corse.pdf>, page 5, consultation mai 2016.

I signatarii, sottusignati, s'impegnanu per l'adesione soia à a cartula, in favore di l'impiegù locale in Corsica.

INTROITU

A situazione di u disimpiegù è di l'impiegù hè una di e principale preoccupazione di i Corsi è una priorità maiò di l'istituzione di a Corsica, in un mercatu di l'impiegù chì palesa un certu tantu di caratteristiche proprie.

E CARATTERISTICHE DI L'IMPIEGU IN CORSICA

A prima caratteristica hè ch'ellu piglia a suprana l'impiegù publicu. Fine 2012, e trè funzione pubbliche, di Statu, ospitaliera è territoriale, cuntavanu 29910 agenti in Corsica, sia 28% di l'impiegù salariatu, 7 punti di più ch'è u livellu francese¹. Stu pesu hà sculpiru u modu cullettivu di pensà è e mentalità. In u passatu, hà pussutu ripresentà una pussibilità di sboccu prufezionale per parechje generazione di Corsi, chì li paria l'impiegù publicu securizatu megliu è prutettu di più, di pettu à l'impiegù privatu o à l'impresa. Or bè sta fonte d'impieghi stà pè riducesi da l'adebbulita di e finanze pubbliche. Oltre a dematerializzazione di l'atti amministrativi chì scumpigliarà l'accessu à i Servizi publichi, à e trè funzione pubbliche li toccherà à evulvi sti prussimi anni. Numero partenze à a ritirata sò da prevede. Infatti, a Funzione publica in a so totalità conta 16,3% di maiò di più di 55 anni : un salariatu nantu à cinque in a Funzione publica territoriale, 16,4% in a Funzione publica ospitaliera è 14,6% in a Funzione publica di Statu². Tuttu què ùn fermerà micca senza conseguenze nantu à l'evuluzione di i mistieri è di e competenze.

Per altru, u mudellu economicu stà larga-

mente sottumessu à a stagionalità, per via di l'impurtanza di u turisimu in l'ecunomia corsa. Cù spese vicinu à 2,5 miliarde d'euri in u 2011³ u turisimu pesa quasi u terzu di u PIB corsu. A frequentazione turistica è e spese chì ci sò assuciate, pruducenu incuntestabilmente un soprappiù d'impieghi, in media annuale 11 500 impieghi salariati s'è salariati nò, ma cù una variazione furtissima. U volume di l'impiegù turisticu hè multiplicatu da 3,6 trà u mese di ghjennaghju è u mese d'aostu⁴. Sti mistieri è ste carriere sò di pocu allusingu pè i giovani. L'impieghi liati à a stagione sò attempu di poca durata è rivenenu ogni annu à listessu periodu. I salariati in quelli impieghi tandu stanu di pettu à a discontinuità di a so attività è di i so rivinuti, o ancu di e so garanzie suciale. Però l'impieghi di servore, cucinaru o aiutu cucinaru è impiegatu d'usteria, sò di regula i più ricircati da l'impiegadori. À u totale un'offerta d'impiegù nantu à quattru posta à Pôle Emploi cuncerna unu di sti quattru mistieri⁵.

L'impieghi liati à a stagione abbisognanu un dispositivu di securizzazione di i percorsi individuali.

Ci eranu 2200 salariati furesteri staccati in Corsica da ghjennaghju à settembre 2015⁶. Stu prublema dumanda un'attenzione particolare postu chì certi settori ecunomici impurtanti venenu à esse tocchi. Per indettu 13% di i 2200 salariati furesteri staccati sò in u settore usteria, caffè è ristuante (HCR) ; i muradori ripresentanu 24% di l'inseme di i salariati staccati è i piluccheri 15%. Hè a prova, da

2200 salariés étrangers détachés ont été recensés en Corse de janvier à septembre 2015⁶. Ce problème requiert une attention particulière puisque certains secteurs économiques importants sont particulièrement touchés. A titre d'exemple 13% des 2200 salariés étrangers détachés sont dans le secteur hôtel, cafés et restaurants (HCR) ; les maçons et les coiffeurs représentent respectivement 24% et 15% de l'ensemble des salariés détachés.

C'est la preuve d'une part de l'impact important de l'emploi détaché sur l'emploi local et d'autre part des risques de contagion aux secteurs porteurs de l'économie, si des garde-fous ne sont pas mis en place.

Enfin selon les derniers chiffres du chômage de Pôle emploi, la Corse compte fin novembre 2016, 22 343 demandeurs d'emplois (données corrigées des variations saisonnières, catégories A, B et C). Ce nombre augmente de 0,5 % sur trois mois (soit +122 personnes) ; il progresse de 2,0 % sur un mois et recule de 0,6 % sur un an. Ce chiffre s'établissait à 21 960⁷ fin septembre 2016. Il était de 12 900 en 2008⁸. Le nombre d'allocataires du RSA est en augmentation constante passant de 6211 en juin 2009 à 8584 en décembre 2015⁹.

L'éloignement durable de l'emploi contribue à la distanciation des demandeurs d'emploi avec les compétences nécessaires à leur employabilité. Dans le même temps, on assiste à un rétrécissement du besoin de main d'œuvre peu qualifiée dans les secteurs traditionnels (commerce, BTP) et à l'émergence de nouveaux secteurs impactés par la révolution numérique qui peinent à développer leurs activités faute de ressources humaines suffisantes.

LES CARACTÉRISTIQUES DU TISSU PRODUCTIF

Le tissu productif insulaire est composé de nombreuses entreprises de très petite taille.

Les grandes entreprises implantées en Corse, sont principalement composées d'établissements publics à caractère industriel et commercial, dont le siège social se situe très souvent en Île-de-France. Une grande entreprise est une entreprise qui a au moins 5000 salariés. Soixante-trois grandes entreprises emploient 7900 salariés en Corse (15 % des salariés) et sont présentes dans les secteurs nécessitant de gros investissements ou impliquant la gestion de réseaux (électricité, activités financières et d'assurance, information, communication et transports)¹⁰.

Une entreprise de taille intermédiaire (ETI) est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés. En Corse, une centaine d'entreprises de taille intermédiaire (102) emploient 2 400 salariés, soit 5% des emplois salariés marchands non agricoles insulaires¹¹. Les ETI sont locales à 75%. Elles sont très présentes dans les activités de transport, de santé, d'action sociale, de commerce et de l'agroalimentaire : entreprises de transport aérien et de voyages, sociétés de transport routier, cliniques, grandes surfaces alimentaires et non alimentaires.

1 000 petites et moyennes entreprises (PME) emploient 21 200 salariés, soit 39% des effectifs salariés marchands non agricoles. Enfin 22 700 microentreprises emploient 22 400 salariés, soit 42% des salariés marchands non agricoles de l'île. Les PME et les microentreprises pèsent donc fortement dans l'emploi¹².

⁶ Source Pôle Emploi Corse- Unité territoriales de la DIRECCTE.

⁷ http://corse.direccte.gouv.fr/sites/corse.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/corse_11_2016.pdf consultation janvier 2017. http://corse.direccte.gouv.fr/sites/corse.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/corse_09_2016.pdf consultation novembre 2016.

⁸ Source : Pôle emploi – Dares, STMT, traitement DR Pôle emploi – Direccte Corse. Demandeurs d'emploi de catégories A, B et C. 22 391 est le chiffre net après corrections des variations saisonnières qui sont fortes en Corse. Les données brutes avant corrections font apparaître un nombre de demandeurs d'emplois de 25 580 alors qu'en pleine saison touristique le chiffre tombe à environ 18 000. Le seul chiffre retenu par l'INSEE, la DIRECCTE et Pôle Emploi, pour établir la réalité du nombre de chômeurs et refléter la situation de l'emploi en Corse, est donc le chiffre net, corrigé des variations saisonnières.

⁹ www.data.caf.fr> catégories>statistiques allocations et prestations de services>solidarité et insertion>RSA par Caf et <https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/donnees-statistiques/solidarite-et-insertion>, consultation mai 2016.

una parte di u chjoccu impurtante di l'impiegù staccatu nantu à l'impiegù locale è da una antra parte di i risichi d'appigliu pè i settori valenti di l'ecunomia, s'è omu ùn si dà capu à parà stu fenomenu.

Infine secondu l'ultimi sciffri di u disimpiegù di Pôle emploi, a Corsica conta, fine di novembre di u 2016, 22 343 dumandadori d'impiegù (dati curretta di e variazioni stagionali, categorie A, B è C). Issu numeru cresce di 0,5 % nantu à trè mesi (sia + 122 persone). Colla di 2,0 % nantu à un mese è cala di 0,6 % nantu à un annu. Fine di settembre di u 2016 stu sciffru si stabilia à 21 960⁷. Era di 12 900 in u 2008⁸. U numeru d'allucatarii di u RSA hè in crescita costante, passendu da 6211 di ghjugu di u 2009 à 8584 di dicembre di u 2015⁹.

À durallila troppu a disucupazione cagiunghja una perdita di cumpetenze chì toglie ogni pussibilità di ritornu à l'impiegù. Attempu, vene più schersu u bisognu di manu d'opera qualificata pocu in i settori tradiziunali (cummerciu, BTP) mentre ch'elli affaccanu settori novi impattati da a revuluzione numerica chì strazianu à sviluppà l'attività soie causa ch'elle ùn ci bastanu e risorse umane dispunibile.

E CARATTERISTICHE DI U TISSUTU PRUDUTTIVU

U tessutu pruduttivu isulanu hè fattu pè u più di piccule imprese.

In Corsica l'imprese maiò sò principalmente stabbilimenti publichi industriali è cumerciali chì a so sede suciale si trova spessu in Ile-de-France. Un'impresa maiò hè un' impresa chì impiega almenu 5 000 salariati. Sessantra

trè imprese maiò impieganu 7 900 salariati in Corsica (15 % di i salariati). Sò presente in i settori ch'abbisognanu investimenti maiò, liati à a gestione di e rete (elettricità, attività finanziarie è d'assicurazione, infurmazione, comunicazione è trasporti)¹⁰.

Un'impresa di dimensione mezzana hè un'impresa chì impiega trà 250 è 4 999 salariati. In Corsica, un centu d'imprese mezzane (102) impieganu 2 400 salariati, sia 5 % di l'impieghi salariati mercanti agriculi micca di l'isula¹¹. L'imprese mezzane sò locale à 75%. Sò presente assai in l'attività di u trasportu, di a salute, di l'azione suciale, di u cummerciu è di l'agroalimentariu : imprese di trasportu aereu è di viaghji, sucetà di trasportu stradale, cliniche, magazenai maiò di alimentazione o micca.

1 000 piccule è medie imprese impieganu 21 200 salariati, sia 39 % di l'effettivi salariati mercanti agriculi micca. Infine 22 700 microimprese impieganu 22 400 salariati, sia 42% di i salariati mercanti agriculi micca di l'isula. Isse due categorie piglianu dunque una parte maiò in l'impiegù¹².

L'imprese artigianale chì ripresentanu in Corsica più di 16 % di l'impiegù tutale¹³, sò un mutore per l'acquistu di cumpetenze è un puntellu di u mudellu ecunomicu è suciale isulanu. U 31 di dicembre 2014, a Corsica cuntava cusì 46 368 stabilimenti. L'agricultura, a silvicoltura è a pesca ripresentanu 4,3% di i stabbilimenti isulani, l'industria è a costruzzione 5,5% è 16,2 %. Per altru, a parte di u cummerciu, di i trasporti è di i servizii diversi hè di 62,4%. Infine, a parte di i stabbilimenti impiighendu da 1 à 9 salariati hè di 23,7 %¹⁴.

⁹ www.data.caf.fr/categorie/statistiques/allocations-et-prestations-de-services/solidarite-et-insertion/RSA-par-Caf-et <https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/donnees-statistiques/solidarite-et-insertion>, consultation mai 2016.

¹⁰ http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=6&ref_id=19654 ; étude publiée le 3 avril 2013, consultée en novembre 2016.

¹¹ http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=6&ref_id=19654 ; étude publiée le 3 avril 2013, consultée en novembre 2016

¹² http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=6&ref_id=19654 ; étude publiée le 3 avril 2013, consultée en novembre 2016

¹³ http://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/Chiffres_cles/Artisanat/2016-06-Chiffres-cles-artisanat.pdf consultation décembre 2016.

¹⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=REG-94> consultation décembre 2016.

Les entreprises artisanales qui représentent en Corse plus de 16% de l'emploi total¹³, moteur d'acquisition des compétences et de diffusion des connaissances, sont une force du modèle économique et social insulaire.

Au 31 décembre 2014, la Corse compte ainsi 46 368 établissements. L'agriculture, la sylviculture et la pêche représentent 4,3% des établissements insulaires. L'industrie et la construction représentent respectivement 5,5% et 16,2% des établissements. La part du commerce, des transports et des services divers est, quant à elle, de 62,4%. Enfin la part des établissements de 1 à 9 salariés, est de 23,7 %¹⁴.

LA PROBLÉMATIQUE DE LA FORMATION

La Corse est un territoire qui présente un déficit de diplômés¹⁵, et, conséquence de la structure de l'emploi, lorsqu'ils sont diplômés, les jeunes peinent à trouver des postes à la hauteur de leurs qualifications.

En effet, selon l'étude publiée par le GIP Corse compétences¹⁶, 23% des jeunes Corses quittent la formation initiale sans aucun diplôme, contre 18% en France. La proportion de jeunes titulaires d'un CAP, d'un BEP, d'un BP ou d'un Baccalauréat (26,9%) est sensiblement la même que sur le continent. La situation est dégradée dans l'enseignement supérieur soit en circuit court de type BTS ou DUT, 8,6% de diplômés, loin du niveau national (13,7%); soit pour les études supérieures longues, 4,5% de jeunes corses sont diplômés contre 7% à l'échelle de la France.

Toujours selon cette étude, lorsqu'ils occupent un emploi (32%), les jeunes de 15-24 ans se concentrent pour 48% dans les emplois de commerce, de transports et de services, et pour

17% dans la construction. C'est dire que près de 65% des emplois occupés par les jeunes Corses, sont peu ou pas qualifiés.

L'agrégation de ces différents facteurs, conduit à une situation paradoxale : les Corses rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi, alors que dans le même temps, selon « Pôle emploi », 400¹⁷ offres d'emplois ne sont pas pourvues et que 300 équivalents temps plein (ETP) sont occupés par des salariés détachés¹⁸.

LES BÉNÉFICIAIRES DE LA CHARTE

Les opportunités d'emploi, les offres de formation et les potentialités de développement économique qui existent, doivent bénéficier prioritairement à ceux qui possèdent leurs centres d'intérêts moraux et matériels en Corse¹⁹ : par exemple ceux qui sont nés en Corse ou qui y ont suivi leur scolarité, ceux qui vivent durablement en Corse ou qui y ont habité, mais qui ont été contraints de la quitter pour faire des études ou pour des raisons professionnelles ; ceux qui ont des attaches familiales ou qui sont propriétaires de biens immobiliers y compris en indivision. Les Corses doivent pouvoir travailler dans l'île, y construire leur projet de vie, sans avoir à choisir entre le chômage, le renoncement à un meilleur emploi ou l'exil. Se résigner à cela reviendrait à sacrifier les rêves de la jeunesse.

LE CADRE DE LA CHARTE

• La concertation

Le 29 mars 2016, à l'initiative du Président de l'Assemblée de Corse, un nombre significatif d'acteurs socio-économiques, impliqués dans l'emploi et la formation, se sont mobilisés dans l'objectif d'élaborer une charte en faveur de l'emploi local.

¹⁵ Chiffres disponibles sur www.statistiques-locales.insee.fr/cartographie/ESL_CT_cartethematique.asp?nivgeo=REG2016&submit=Ok / cartographie France par région, consultation mai 2016.

¹⁶ <http://www.corse-competences.fr/docs/OREFETUDESECTORIELLES/Region%20Corse.pdf>, page 10, consultation mai 2016.³ Insee Dossier Corse, Le poids du tourisme dans l'économie corse, n°2 Octobre 2015.

¹⁷ Pôle emploi, mars 2016. Répartition des offres d'emploi de mars 2015 à février 2016. 400 offres retirées par manque de candidats sur 14 439 offres enregistrées.

¹⁸ Pôle emploi, mars 2016. Pour 2015, 2200 contrats de salariés détachés à 28 jours en moyenne équivalent 300 emplois

A PRUBLEMATICA DI A FURMAZIONE

A Corsica hè un territoriu chì pate una mancanza maiò di diplomati¹⁵. L'impiegù hè strutturatu ind'un modu tale chì, diplomati ch'elli sò, i giovani anu di li guai à truvà i posti à parà e so qualifiche.

Difatti sicondu un studiu publicatu da u GIP Corse Compétences¹⁶ 23% di i giovani Corsi cappianu a furmazione iniziale senza nisun diploma, contru à 18% in Francia. A prupurzione di giovani titolari d'un CAP, d'un BEP, d'un BP o d'un basciogliè (26,9%) hè guasi listessa chè in cuntinente. L'affari vanu mezu chè à a traversa in l'insignamentu superiore, o sia in ciculu cortu di generu BTS o DUT, 8,6% di diplomati, bellu sottu à u livellu naziunale (13,7%), o sia per i studii superiori longhi, 4,5% di giovani Corsi venenu diplomati contru à 7% à u livellu di a Francia.

Sempre sicondu issu studiu, quand'elli occupanu un impiegù (32%), i giovani di 15-24 anni si cuncentregghjanu in l'impieghi di cummerciu, di trasporti è di servizii, è per 17% in a custruzione. Volesi d'è chì à u minimu 65% di l'impieghi occupati da i giovani Corsi sò qualificati pocu o micca.

L'aggrazzulata di tutti issi fattori cunduce à una situazione paradussale : i Corsi scontranu e difficoltà d'accessu à l'impiegù, puru chì attempu, sicondu Pôle emploi, 400¹⁷ offerte d'impiegù ùn sò pruviste micca è chì 300 equivalenti tempu pienu (ETP) stanu occupati da salariati staccati¹⁸.

I BENEFIZIARI DI A CARTULA

L'oppurtunità d'impieghi, l'offerte di furmazione è e putenzialità di sviluppu economicu esistenu. S'agisce di fà ne benefizià in priurità

quelli chì i so centri d'interessi murali è materiali sò in Corsica¹⁹ : per esempiu quelli chì sò nati in Corsica o chì ci anu seguitatu a so scolarità; quelli chì ci campanu o chì ci anu campatu da longu tempu ma chì sò stati currettri à disvità la per fà studii o per cagione prufeziunale ; quelli chì ci anu a famiglia o chì sò pruprietarii di bè immobiliari cumpresu ci quelli in indivisu. I Corsi devenu pudè travaglià in l'isula, custruice ci u so prugettu di vita, senza avè da sceglie trà u disimpiegù, u rinunziamentu à un impiegù più bonu o l'esiliu. Rassignà si à quessa, seria quant'è sacrificà i sogni di a ghjuventù.

U QUATRU DI A CARTULA

• A cuncertazione

U 29 di marzu di u 2016 à l'invitu di u Presidente di l'Assemblea di Corsica, un numeru significativu d'attori sucioeconomici, impegnati in l'impiegù è a furmazione, si sò dati di manu per cuncipisce una cartula in favore à l'impiegù locale.

A st'occasione, si sò pussuti identificà parecchi prublemi.

- L'impresu anu di li guai à sprime i so bisogni in impieghi è in furmazione.
- L'offerte di furmazione si devenu scuntrà cù i bisogni di l'intraprese.
- U mercatu di u travagliu ùn hè micca abbastanza trasparente, principalmente in termini di centralizazione è di spartera di l'infurmazione.
- I bisogni di u mercatu di l'impiegù ùn sò nè identificati, nè anticipati di pettu à l'investimenti è à e pulitiche pubbliche.
- Avvicinata previsiunale di l'impieghi ùn ci n'esiste, nè à livellu istituziunale, nè à livellu di l'impresu.

¹⁹ La notion de centre d'intérêts matériels et moraux relève de l'évolution de la jurisprudence et du droit de la Fonction publique. Elle sert de fondement à de nombreux avis et décisions. Décret n°78-399 du 20 mars 1978. Décret n°87-482 du 1 juillet 1987. Décret 96-1026 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna. Avis du Conseil d'état n°328510 du 7 avril 1981, n°202074 du 22 mars 1999, n° 296121 du 11 avril 2008, n°304456 du 30 juin 2010. CAA Paris du 22 juin 2004 n°01PA1125. Circulaire du Ministre de la Fonction publique n° 2129 du 3 janvier 2007. Circulaire du Ministère de l'intérieur n°4400 du 14 juin 2014. Loi 2016-483 du 20 avril 2016, Chapitre II, De la mobilité, article 28.

A cette occasion, un certain nombre de problèmes a pu être identifié.

- Il y a des difficultés à identifier les besoins en emplois et en formations, pour les institutions comme pour les personnes à la recherche d'un emploi.
- Les offres de formation doivent mieux coïncider avec les besoins des entreprises et les contraintes des demandeurs d'emploi.
- Le marché du travail n'est pas assez transparent, notamment en termes de centralisation et de partage des informations.
- Les acteurs impliqués sont nombreux et il leur est parfois difficile de travailler ensemble.
- Les besoins du marché de l'emploi sont insuffisamment identifiés et anticipés par rapport aux investissements et aux politiques publiques.
- L'approche prévisionnelle des emplois au niveau institutionnel et au niveau des entreprises, est encore insuffisant.

- **Les décisions de l'Assemblée de Corse**

La charte s'inscrit également dans le cadre des délibérations de l'Assemblée de Corse, prises en faveur de la langue corse et de la protection du patrimoine foncier ²⁰.

Elle doit être mise en perspective avec l'émancipation sociale, économique et culturelle de la Corse, dont la stratégie a été fixée dans le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) ²¹.

Le PADDUC propose en effet un modèle s'appuyant sur l'identification, la préservation, la valorisation et la gestion des richesses naturelles, culturelles et patrimoniales, pour développer des activités et créer des emplois, tout en protégeant la Corse et son identité.

- **Le statut fiscal et social**

La situation géographique particulière de la Corse, zone insulaire et de montagne ²², qui génère indiscutablement un coût additionnel supporté par les agents économiques et par les Corses, légitime l'existence d'un statut fiscal et social spécifique.

UNE MEILLEURE COORDINATION DES ACTEURS DE L'EMPLOI

La charte, qui constitue une démarche partenariale, a pour ambition de rationaliser les différentes actions pour un meilleur appariement, sur le marché du travail, entre l'offre et la demande d'emplois, entre les besoins des entreprises et l'offre de formation. Elle se fixe pour objectif de renforcer les liens entre les entreprises, les institutions, les hommes et le territoire. Elle se veut être un outil au service du développement économique, valorisant les talents de la Corse, en favorisant les recrutements locaux.

La charte a vocation à être déclinée dans tous les secteurs et avec tous les acteurs du développement économique et de la formation qui agissent pour l'emploi : les organisations syndicales, patronales et salariales, les chambres consulaires, les organisations professionnelles, les collectivités locales, les entreprises, les organismes de formations, l'Université, les associations, etc.

UN ENGAGEMENT SUR DES « PRINCIPES HORIZONTAUX »

Tous les signataires de la charte s'engagent en faveur de la mise en pratique d'un certain nombre de principes horizontaux.

Les signataires s'engagent notamment à agir afin d'intégrer la dimension de la langue corse dans toutes leurs activités; pour faire de la langue corse une différence compétitive et permettre l'acquisition d'un niveau certifié.

Ils affirment par ailleurs leur attachement à rendre effectif le principe d'égalité entre les femmes et les hommes ²³, dans toutes les étapes de la vie professionnelle : en ne faisant pas de discriminations à l'embauche, en facilitant l'accès à la formation et en veillant à l'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière.

Les signataires qui marquent leur engagement en faveur de la charte, manifestent leur volonté de travailler ensemble pour contribuer au développement économique et social de la Corse.

• **E decisione di l'Assemblea di Corsica**

A cartula si scrive dinò in u quattru di e deliberazione di l'Assemblea di Corsica, pigliate à prò di a lingua corsa è di a prutezzione di u patrimoniu fundiariu²⁰.

Deve esse messa in prospettiva cù l'emancipazione suciale, economica è culturale di a Corsica, chì a strategia hè stata fissata in u Pianu d'assestu è di sviluppu à longu andà di a Corsica (PADDUC).¹⁷

U PADDUC prupone infatti un mudellu chì s'arremba à l'identificazione, a preservazione, a valorizzazione è a gestione di e ricchezze naturale, culturale è patrimoniale, per sviluppà attività è creà impieghi, prutegendu attempu a Corsica è a so identità.

• **U statutu fiscale è suciale**

L'isulanità è a situazione particolare di a Corsica²², chì inginereghjanu, senza ch'omu a possa nigà un costu addizionale supportatu da l'agenti economici è da i Corsi, rendenu leghjittima l'esistenza d'un statutu fiscale è suciale specificu.

UNA CUURDINAZIONE OTTIMA DI L'ATTORI DI L'IMPIEGU

A cartula chì custituisce una dimarchja partenariale, hà per ambizione di raziunalizà l'azione diverse per un appaghjamentu più bonu, nantu à u mercatu di u travagliu, di l'offerta cù a dumanda d'impieghi, di i bisogni di l'intraprese cù l'offerta di furmazione. Si dà per scopu di rinfurzà e leie trà l'intraprese, e stituzione, l'omi è u territoriu. Vole fà da attrazzu à prò di u sviluppu economicu, da valu-

rizà i talenti presenti in Corsica è da favurizà i ricrutamenti lucali.

A Cartula hè cuncipita da esse adattata à tutti i settori, incù tutti l'attori di u sviluppu economicu è di a furmazione chì agiscenu per l'impiegu : i sindacati patrionali è quelli di i salariati, e camere cunsulare, l'organizzazione prufeziunale, e cullettività lucale, l'imprese, l'organismi di furmazione, l'Università, l'associ, ecc.

UN IMPEGNU NANTU À « PRINCIPII ORIZONTALI »

Tutti i signatarii di a cartula s'impegnanu per a messa in pratica di parechji principii urizuntali.

I signatarii s'impegnanu principalmente à agisce per integrà a dimensione lingua corsa in tutte e so attività, per fà di a lingua corsa una sferenza cumpetitiva è permette l'acquistu d'un livellu certificatu.

Per altru, s'impegnanu à rende effettivu u principiu d'ugualità trà donne è omi²³, in tutte e tappe di a vita prufeziunale : ùn fendu micca discriminazione à l'impiegu, facilitendu l'accessu à a furmazione è curendu ch'ellu ùn ci sia sfarenziatione in materia di remunerazione è di sbucinà di carriera.

I signatarii chì l'adesione soia custituisce un impiegu à prò di a cartula, manifestanu a so vulintà di travaglià in seme per cuntribuisce à u sviluppu economicu è suciale di a Corsica.

²⁰ Délibération de l'Assemblée de Corse n° 13-096 du 17 mai 2013 approuvant les propositions pour un statut de coofficialité et de revitalisation de la langue corse. Délibération de l'Assemblée de Corse n° 14-042 du 24 avril 2014 portant sur la protection du patrimoine foncier.

²¹ Délibération de l'Assemblée de Corse n° 15-236 du 2 octobre 2015 portant approbation du PADDUC.

²² LOI n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, JORF n°0302 du 29 décembre 2016, consultable sur <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033717812&categorieLien=id>

²³ L'égalité entre les femmes et les hommes est l'un des principes fondateurs de l'Union européenne. http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/index_fr.htm

CHARTRE EN FAVEUR DE L'EMPLOI LOCAL EN CORSE

Il est convenu ce qui suit.

La situation du chômage et de l'emploi est une des principales préoccupations des Corses et une priorité majeure des institutions de la Corse, dans un marché de l'emploi et avec un tissu productif marqués par un certain nombre de caractéristiques propres.

La Corse est un territoire qui présente un déficit en ce qui concerne les diplômés et, conséquence de la structure de l'emploi, lorsqu'ils sont diplômés, les jeunes peinent à trouver des postes à la hauteur de leurs qualifications. Dans le même temps, selon « Pôle emploi », 400 offres d'emplois ne sont pas pourvues et que 300 équivalents temps plein (ETP) sont occupés par des salariés détachés.

La charte, qui constitue une démarche partenariale, a pour ambition de rationaliser les différentes actions pour un meilleur appariement, sur le marché du travail, entre l'offre et la demande d'emplois, entre les besoins des entreprises et l'offre de formation. Elle se fixe pour objectif de renforcer les liens entre les entreprises, les institutions, les hommes et le territoire.

Elle se veut être un outil au service du développement économique, valorisant les talents de la Corse, en favorisant les recrutements locaux. Les opportunités d'emploi, les offres de formation et les potentialités de développement économique qui existent, doivent en effet bénéficier prioritairement à ceux qui possèdent leurs centres d'intérêts moraux et matériels en Corse: par exemple ceux qui sont nés en Corse ou qui y ont suivi leur scolarité, ceux qui vivent durablement en Corse ou qui y ont habité, mais qui ont été contraints de la quitter pour faire des études ou pour des raisons professionnelles; ceux qui ont des attaches familiales ou qui sont propriétaires de biens immobiliers y compris en indivision. Les Corses doivent pouvoir travailler dans l'île, y construire leur projet de vie, sans avoir à choisir entre le chômage, le renoncement à un meilleur emploi ou l'exil. Se résigner à cela reviendrait à sacrifier les rêves de la jeunesse.

La charte a vocation à être déclinée dans tous les secteurs et avec tous les acteurs du développement économique et de la formation qui agissent pour l'emploi: les organisations syndicales, patronales et salariales, les chambres consulaires, les organisations professionnelles, les collectivités locales, les entreprises, les organismes de formations, l'Université, les associations, etc.

La charte s'inscrit dans le cadre de la concertation initiée le 29 mars 2016 par le Président de l'Assemblée de Corse, des délibérations de l'Assemblée de Corse en faveur de la langue corse et de la protection du patrimoine foncier et de l'élaboration en cours d'un statut fiscal et social pour la Corse.

Tous les signataires de la charte s'engagent en faveur de la mise en pratique d'un certain nombre de principes horizontaux tels que la promotion de la langue corse ou l'égalité entre les femmes et les hommes. Les signataires manifestent ainsi leur volonté de travailler ensemble pour contribuer au développement économique et social de la Corse.

CARTULA PER L'IMPIEGU LUCALE IN CORSICA

Hè cunvenutu ciò chì hè scrittu qui sottu.

A situazione di u disimpiegu è di l'impiegu hè una di e principale preoccupazione di i Corsi è una priorità maiò di l'istituzione di a Corsica, in un mercatu di l'impiegu è un tessutu pruduttivu chì palesa un certu tantu di caratteristiche proprie.

A Corsica hè un territoriu chì pate una mancanza maiò di diplomati. U impiegu hè strutturu ratu ind'un modu tale chì, diplomati ch'elli sò, i giovani anu di li guai à truvà i posti à paru à e so qualifiche.

Attempu, secondu Pôle emploi, 400¹² offerte d'impiegu ùn sò pruviste micca è 300 equivalenti tempu pienu (ETP) stanu occupati da salariati staccati¹³.

A cartula chì custituisce una dimarchja partenariale, hà per ambizione di raziunalità e sferente azione per un appaghjamentu più bonu, nantu à u mercatu di u travagliu, di l'offerta cù a dumanda d'impieghi, di i bisogni di l'intraprese cù l'offerta di furmazione.

Si fissa per scopu di rinfurzà e leie trà l'intraprese, e stituzione, l'omi è u territoriu.

Vole fà da attrazzu à prò di u sviluppu economicu, da valurizà i talenti presenti in Corsica è da favurisce i reclutamenti lucali.

L'opportunità d'impieghi, l'offerte di furmazione è e potenzialità di sviluppu economicu chì esistenu devenu benefizià in priorità à quelli chì i so centri d'interessi murali è materiali sò in Corsica¹⁵ : per esempiu quelli chì sò nati in Corsica o chì ci anu seguitatu a so scolarità; quelli chì ci campanu o chì ci anu campatu da longu tempu ma chì sò stati custretti à disvità la per fà studii o per cagione prufeziunale ; quelli chì ci anu a famiglia o chì sò pruprietarii di bè immobiliari cumpresu ci quelli in indivisu. I Corsi devenu pudè travaglià in l'isula, custruice ci u so prugettu di vita, senza avè da sceglie trà u disimpiegu, u rinunziamentu à un impiegu più bonu o l'esiliu. Rassignà si à quessa, seria quant'è sacrificà i sogni di a ghjuventù.

A Cartula hè cuncipita da esse adattata à tutti i settori, cù tutti l'attori di u sviluppu economicu è di a furmazione chì agiscenu per l'impiegu : i sindacati patrionali è quelli di i salariati, e camare cunsulare, l'organizzazione prufeziunale, e cullettività lucale, e imprese, l'urganissimi di furmazione, l'Università, l'associ, ecc.

A Cartula si scrive in u quattu di a cuncertazione iniziata u 29 di marzu di u 2016 da u Presidente di l'Assemblea di Corsica, di e deliberazione d l'Assemblea di Corsica in favore di a lingua corsa, di a prutezzione di u patrimoniu fundiariu è di l'elaburazione di un statutu fiscale è suciale pè a Corsica.

Tutti i signatarii s'impegnanu per a messa in pratica di parechji principii orizzontali, cum'è a prumuzione di a lingua corsa o a parità trà e donne è l'omi.

I signatarii manifestanu cusì a so vulintà di travaglià in seme per cuntribuisce à u sviluppu economicu è suciale di a Corsica. Tutti i signatarii s'impegnanu in favore di a messa in pratica di parechji principii orizzontali, cum'è a prumuzione di a lingua corsa o a parità trà e donne è l'omi. I signatarii manifestanu cusì a so vulintà di travaglià in seme per cuntribuisce à u sviluppu economicu è suciale di a Corsica.

ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

• **Les entreprises, les associations employeurs**

- Favoriser le recrutement de ceux qui ont leurs centres d'intérêts moraux et matériels en Corse et dont les compétences sont suffisantes. Les compétences suffisantes correspondent au niveau de diplôme, d'expérience, de qualification ou de formation, suffisant pour exercer l'emploi proposé.
- Conforter les bonnes pratiques.
- Intégrer la dimension de la langue corse dans la vie de l'entreprise ou des associations et dans toutes leurs activités ; faire de la langue corse une différence compétitive; permettre aux salariés d'acquérir un niveau certifié de corse.
- Innover pour favoriser l'embauche de jeunes diplômés corses.
- Renforcer la formation en apprentissage et en alternance en particulier des jeunes.
- Améliorer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences afin d'anticiper les besoins de recrutements et les besoins en compétences des salariés.
- Déposer les offres d'emploi à un organisme afin de développer leurs visibilitées.
- Sécuriser les parcours des salariés locaux par le développement des compétences en vue d'accéder à des postes plus qualifiés ou d'encadrement.
- Mener des actions de communication destinées à favoriser la mise en œuvre de ce dispositif et à le valoriser en incitant leurs sous-traitants, le cas échéant, à recruter des demandeurs d'emploi corses.

• **Le secteur public**

- Favoriser le recrutement de ceux dont les centres d'intérêts moraux et matériels sont situés en Corse et dont les compétences sont suffisantes.
- Intégrer la langue corse dans toutes les missions de service public, en permettant notamment aux agents d'acquérir un niveau certifié de corse et en mettant en œuvre des planifications linguistiques en interne.
- Mener des actions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, afin d'anticiper les besoins de recrutements et les besoins en compétences des agents.
- Développer la formation des agents et la promotion interne afin de rendre les postes plus qualifiés et d'encadrement supérieur accessibles aux Corses.
- Ouvrir des concours régionaux.

• **Les syndicats, les fédérations**

- Pour les fédérations et les syndicats patronaux, sectoriels ou de branches : soutenir, diffuser, promouvoir, auprès de leurs adhérents, la signature de la charte.
- Pour les syndicats de salariés, dans les entreprises, organismes, administrations où ils sont présents : favoriser la promotion et veiller à la mise en œuvre et à l'effectivité de la charte.
- Agir afin d'intégrer la dimension de la langue corse dans les entreprises, dans les secteurs et dans toutes les activités où les syndicats sont présents; encourager notamment les salariés à acquérir un niveau certifié de corse.

IMPEGNI DI I SIGNATARI

• **L'impresa, l'associ**

- Favurisce u ricrutamentu di quelli chì i so centri d'interessu murali è materiali sò situiti in Corsica, à cumpetenze bastevule. E cumpetenze bastevule currispondenu .
- Sviluppà e pratiche bone
- Integrà a dimensione di a lingua corsa in la vita di l'impresa o di l'associu è in tutte e so attività ; fà di a lingua corsa una sfarenza cumpetitiva ; permette à i salariati d'acquistà un livellu certificatu di corsu.
- Innuvà da favurisce ch'elli sianu impiegati i giovani diplomati corsi.
- Sviluppà a furmazione in amparera è in alternanza, in particolare pè i giovani
- Migliurà a gestione previsiunale di l'impieghi è di e cumpetenze per anticipà i bisogni di riclutamentu insieme à i bisogni in cumpetenze di i salariati.
- Dipusità l'offerte d'impiegu ind'un urganisimu cù u fine di sviluppà a so visibilità
- Sicurizà i percorsi di i salariati lucali sviluppandu e cumpetenze chì li ghjuveranu da ghjunghje à posti qualificati di più o puru d'inquatramentu.
- Cunduce azzione di cumunicazione da favurisce a messa in opera di issu dispusitivu è à valurizà lu incitendu i so sottuttrattadori, in casu mai, à ricrutà dumandadori d'impiegu corsi.

• **U settore publicu**

- Favurisce u ricrutamentu di quelli chì i so centri d'interessu murali è materiali sò situiti in Corsica, à cumpetenze bastevule.
- Integrà a lingua corsa in tutte e missione di serviziu publicu, permettendu principalmente à l'agenti d'acquistà un livellu certificatu di corsu è mettendu in opera, à l'internu, pianificazione linguistiche.
- Cunduce azzione di gestione previsiunale di l'impieghi è di e cumpetenze, da anticipà i bisogni di riclutamentu è i bisogni in cumpetenze di l'agenti.
- Sviluppà a furmazione di l'agenti è a prumuzione interna per rende i posti più qualificati è d'inquatramentu superiore accessibili à i Corsi.
- Apre cuncorsi regionali.

• **I sindacati, e federazione**

- Per e federazione è i sindacati patrunali, setturiali o di branca : sustene, difende, prumove a signatura di a cartula ind'è i so aderenti ;
- Per i sindacati di salariati, in l'impresa, urganisimi, amministrazione duv'elli sò presenti : favurisce a prumuzione è curà a messa in opera è l'effettività di a cartula.
- Agisce per integrà a dimensione di a lingua corsa in l'intraprese, in i settori è in tutte l'attività duve i sindacati sò presenti; incuragisce principalmente i salariati à acquistà un livellu certificate di corsu.

- **Les chambres consulaires**

- Diffuser et promouvoir, auprès de leurs ressortissants, l'engagement en faveur de l'emploi local et la signature de la charte.
- Proposer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises, à l'évolution du marché de l'emploi et à la situation individuelle du demandeur d'emploi.
- Promouvoir l'utilisation de la langue corse, sa diffusion et la formation auprès de leurs adhérents.

- **Les acteurs de la formation**

- Veiller à un meilleur appariement entre la demande d'emplois et l'offre de formation, entre les besoins des entreprises et l'offre de formation ; une offre d'emplois qui permette à ses bénéficiaires d'élever leurs niveaux de compétences et de connaissances, afin d'accéder à des emplois plus qualifiés.
- La certification en langue corse devra être systématiquement intégrée dans les parcours individualisés de formation.

- **Les organismes chargés de la diffusion des offres d'emplois et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariés**

- Prioriser la diffusion des offres d'emploi à destination des personnes dont les centres des intérêts moraux et matériels sont situés en Corse.
- Promouvoir la langue corse en proposant systématiquement la certification dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
- Professionnaliser les demandeurs d'emploi et veiller au développement de leurs compétences en cohérence avec les besoins identifiés par les entreprises.
- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements.
- Traiter les offres d'emploi des entreprises signataires et de leurs sous-traitants en mettant en relation des demandeurs d'emploi de leurs fichiers et en mobilisant celui des autres acteurs.
- Créer des partenariats pour rendre plus accessibles aux demandeurs d'emplois, les opportunités de recrutement local sur tout type de postes notamment d'encadrement.
- Accompagner, en relais d'information et/ou en projet de déclinaison opérationnelle, les propositions validées et portées par les signataires de la charte.
- Favoriser la diffusion de la charte et la valoriser par un retour d'expérience auprès des acteurs socio-économiques et socio-professionnels du territoire.

SUIVI DE LA CHARTE

Les signataires s'engagent pour une durée de deux ans à compter de la signature. Un point d'étape sera fait à la fin de la première année d'existence de la charte pour en faire le bilan qualitatif et quantitatif. Ce bilan sera rendu public. Un suivi opérationnel de la charte est mis en place. Il aura pour objectif d'accompagner l'application, d'en faire évoluer les termes si nécessaire ou de mettre en place des groupes de travail, sur des thèmes spécifiques liés à la charte. Il sera assuré par un comité composé des signataires de la charte. Ce comité de suivi

- **E camare consulare**
 - Difende è prumove, ind'è i so aderenti, l'impegnu in favore di l'impiegù lucale è a signatura di a Cartula.
 - Prupone un'ufferta di furmazione adattata à i bisogni di l'intraprese, à l'vuluzione di u mercatu di l'impiegù è à a situazione individuale di u dumandadore d'impiegù.
 - Prumove l'adopru di a lingua corsa, a so difusione è a furmazione ind'è i so aderenti.

- **L'attori di a furmazione**
 - Curà ch'ellu ci sia un appaghjamentu più bonu trà a dumanda d'impieghi è l'offerta di furmazione, trà i bisogni di l'intraprese è l'offerta di furmazione; un'offerta d'impieghi chì permettì à i so beneficiarii d'inalzà i so livelli di cumpetenze è di cunniscenze, per accede à impieghi qualificati di più.
 - A certificazione in lingua corsa puderia esse sistematicamente integrata in i parcorsi individuali di furmazione.

- **L'urganisimi incaricati di a difusione di l'offerte d'impieghi è di l'accompagnamentu di i dumandadori d'impieghi è di i salariati.**
 - Dà a priurità à a difusione di l'offerte d'impieghi in direzione di persone chì i so centri d'interessi murali è materiali sò situati in Corsica.
 - Prumove a lingua corsa prupunendu sistematicamente a certificazione in l'accompagnamentu di i dumandadori d'impieghi..
 - Prufeziunalizà i dumandadori d'impieghi è curà u sviluppu di e so cumpetenze in cuerenza cù i bisogni identificati da l'intraprese.
 - Accompagnà l'intraprese in u so riclutamentu.
 - S'agisce di trattà l'offerte d'impieghi di l'intraprese signatarie è di i so sottuttrattadori mettendu in rilazione dumandadori d'impieghi di i so schedarii è mubilizendu quellu di l'altri attori.
 - Serianu definite mudalità specifiche è persunalizate cù ogni impresa, secondu i so bisogni è a so organizzazione, tenendu contu di e custrizione d'ogni parte cuntrattante
 - Creà partenariati per rende accessibile di più à i dumandadori d'impieghi, l'opportunità di ricrutamenti lucali nantu à ogni tippu di postu, principalmente d'inquadramentu.
 - Accompagnà, in locu d'infurmazione è/o in prugettu di declinazione operaziunale, e pruposte, validate è purtate da i signatarii di a cartula.
 - Favurisce a difusione di a cartula è valurizà la per mezu d'un ritornu di sperienza da a parte di l'attori socioeconomici è socioprofessionali di u territoriu.

SEGUITU DI A CARTULA

I signatarii s'impegnanu per una durata di dui anni dopu signata a cartula. Un primu puntu serà fattu à a fine di a prima annata d'esistenza di a cartula per fà ne u bilanciu quantitativu è qualitativu. Issu bilanciu serà publicatu.

Un seguitu operaziunale di a cartula hè messu in piazza. Averà per fine d'accompagnà l'appiegazione, fà ne evulù i termini s'ella hè necessaria o mette in piazza gruppi di travagliu nantu à i temi specifichi liati à a cartula. Serà assicuratu da un cumitatu cumpostu da signatarii di a cartula. Issu cumitatu di seguitu si aduniscerà almenu una volta à l'annu à

se réunira au moins une fois par an à l'initiative du Président de l'Assemblée de Corse qui en assurera la présidence.

Toute nouvelle adhésion sera formalisée par la signature de la charte qui vaudra contrat d'engagement.

La charte pourra donner lieu, avec les signataires qui le souhaiteront, à des partenariats renforcés.

SIGNATAIRES

.....

le 2017

l'iniziativa di u Presidente di l'Assemblea di Corsica chì n'assume a presidenza.
Ogni adesione nova serà furmalizata da a signatura di a cartula chì valerà da impegnu.
A cartula puderà inginerà partenariati rinfurzati cù i signatarii chì a brameranu.

SIGNATARIII

.....

udi u 2017

